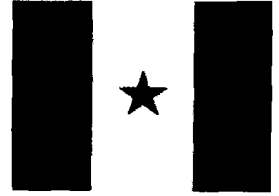


**CTB**



**Ministère de l'hydraulique et de  
l'assainissement**

# **RAPPORT DES RESULTATS 2012 PROGRAMME D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU MILLENAIRE, SOUS-PROGRAMME BASSIN ARACHIDIER (PEPAM-BA)**

**SEN0701811**



Château d'eau, Keur Baka Diaw



Latrine familiale, Saté Waly



<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....</b>	<b>6</b>
1.1 FICHE PROJET.....	6
1.2 PERFORMANCES DU PROJET.....	7
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.4 RESUME.....	7
<b>2 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>9</b>
2.1 CONTEXTE.....	9
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	10
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	11
2.2 OUTCOME.....	11
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	12
2.2.2 <i>Gestion des risques</i> .....	13
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	15
2.2.4 <i>Critères de qualité</i> .....	15
2.3 OUTPUT 1.....	19
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	21
2.3.3 <i>Critères de qualité</i> .....	21
2.4 OUTPUT 2.....	22
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	24
2.4.3 <i>Critères de qualité</i> .....	24
2.5 OUTPUT 3.....	25
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	25
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	27
2.5.3 <i>Critères de qualité</i> .....	27
<b>3 THEMES TRANSVERSAUX.....</b>	<b>33</b>
3.1 GENRE.....	33
3.2 ENVIRONNEMENT.....	33
3.3 AUTRE.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>35</b>
4.1 PLAN D'ACTION.....	35
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	36
<b>5 ANNEXES.....</b>	<b>36</b>
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	37
5.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
5.3 APERÇU DES MORE RESULTS.....	37

5.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	37
5.5	RESSOURCES .....	37
5.6	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	39

## Acronymes

AEP	Adduction d'eau potable
AEPA	Approvisionnement en eau potable et en assainissement
ANO	Avis de non objection
APD	Avant projet détaillé
ASSRMKF	Appui au système de santé et des régions médicales de Kaffrine et Kaolack
ASUFOR	Association d'usagers de forage
AT	Assistance technique
ATI	Assistant technique international
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
CCA	Cellule de coordination et d'appui
CDSMT	Cadre de dépenses sectorielles à moyen terme
CR	Communauté rurale
CS	Convention spécifique
CTB	Agence belge de développement
CT	Conseiller technique
CUI	Cadre unifié d'intervention
DA	Direction de l'assainissement
DAO	Dossier d'appel d'offres
DCMP	Direction centrale des marchés publics
DDI	Direction de la dette et de l'investissement
DEM	Direction de l'exploitation et de la maintenance
DGD	Direction générale de la coopération au développement
DGPPE	Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau
DH	Direction du hydraulique
DL	Diourbel
DMI	Demande de manifestation d'intérêt
DP	Demande de propositions
DRH	Division régionale de l'hydraulique
DTF	Dossier technique et financier
EDP	Edicule publique
FK	Fatick
GIE	Groupement d'intérêt économique
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
HAMS	Hygiène et assainissement en milieu scolaire
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
IS	Ingénierie sociale
KF	Kaffrine
KL	Kaolack
LF	Latrines familiales
MHA	Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement
MTR	Mid-term review (évaluation à mi-parcours)

OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PAMAS	Programme d'appui au développement de la micro assurance santé
PAMIF	Programme d'appui à la micro finance
PCR	Président du conseil régional
PEPAM	Programme d'eau potable et d'assainissement du millénaire
PEPAM-BA	PEPAM – sous-programme Bassin Arachidier
PF	Point focal
PHAST	Participatory for hygiene and sanitation transformation
PLD	Plan local de développement
PLHA	Plan local de l'hydraulique et de l'assainissement
RAC	Revue annuelle conjointe
RAF	Responsable administratif et financier
REGEFOR	Réforme de la gestion des forages ruraux
SARAR	Self-esteem, associative strength, resourcefulness, action planning and responsibility
SEPO	Succès, échecs, potentialities, obstacles
SG	Secrétaire général
	(Objectif) Spécifique, mesurable, atteignable, réaliste, temporellement défini
	(Indicateur) Significatif, mesurable, atteignable, responsable, temporellement défini
SMART	
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SRA	Service régional de l'assainissement
TdR	Termes de référence
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WSP	Water and sanitation program

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche projet

Nom du projet	Projet d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire, sous-programme Bassin Arachidier (PEPAM-BA)
Code du projet	SEN0701811
Emplacement	Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack
Budget	Budget initial (DTF) : 11.000.000 € Budget /Avenant 1 (Parpeba): 11.071.000 € Budget/ Avenant 2 (REMEC/ASSRMKF) : 11.217.756 €
Institution partenaire	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
Date de la Convention Spécifique	18 décembre 2007
Durée (mois)	72 mois: 60 mois + une prolongation de 12 mois
Groupes cibles	La population rurale dans la zone d'intervention et notamment les femmes et les enfants.
Impact <sup>1</sup>	Le nombre de personnes n'ayant pas accès à une eau saine et un assainissement de base est réduit conformément aux objectifs du millénaire pour le développement.
Outcome	L'accès à l'eau potable, ainsi que les conditions d'hygiène et d'assainissement sont durablement améliorées pour la population rurale des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack.
Outputs	R1: L'accès à l'eau potable est assuré pour 60.000 personnes supplémentaires dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack.
	R2: Les ASUFOR et institutions locales s'engagent dans l'hygiène environnementale, permettant un accès à l'assainissement pour 30.000 personnes et un changement des comportements présentant un risque pour la santé.
	R3: 420.000 usagers sont mobilisés, organisés et formés pour une exploitation durable, efficace et équitable de leurs ouvrages d'AEPA.
	R4: Les Communautés Rurales s'approprient leurs rôles et responsabilités en matière de planification et de régulation locale.
	R5: Les mécanismes et compétences pour la réalisation du PEPAM sont renforcés au niveau national et dans les trois régions concernées.

<sup>1</sup> L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

## 1.2 Performances du projet

	Efficienc	Efficacit	Durabilit
Outcome	C	B	B
Output 1	C	B	B
Output 2	C	B	B
Output 3	C	B	B
Output 4	C	C	B
Output 5	C	C	B

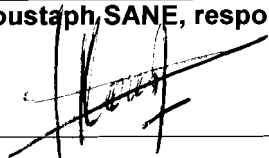

Le projet est toujours pertinent, efficace, moyennement efficient et durable sous rserve de renforcer le systme d'accompagnement des structures de gestion.

## 1.3 Exécution budgtaire

Budget total	Dépenses au 31.12.2012	Solde	Taux de dcaissement total
11.217.756	8.064.278, 13	3.153.477,87	71,89%

## 1.4 Résumé

<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2012, une progression significative a été notée dans la mise en œuvre des activités, particulièrement dans l'exécution des travaux (de 20% à 75%). Et donc, probabilité très forte d'atteindre ou même de dépasser les objectifs initiaux du projet en matière d'eau et d'assainissement, sous rserve de maintenir le systme de suivi actuel.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleur suivi du programme au niveau central/autorité (ministre), amélioration de la collaboration avec les agences d'exécution.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Durabilité des investissements réalisés grâce à la mise en place et au renforcement des capacités des structures de gestion (ASUFOR, comités d'hygiène et d'assainissement, comité de gestion des EDP).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui institutionnel aux agences d'exécution par le renforcement des compétences et la mise à disposition des moyens logistiques et informatiques.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Difficulté d'articulation entre les activités IEC et les travaux, si elles sont exécutées sous deux modalités différentes (cogestion – exécution nationale).</li> </ul>

Fonctionnaire exécution nationale <sup>2</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>3</sup>
<b>Moustaph SANE, responsable national</b> 	<b>Anne REYNEBEAU, ATI, coresponsable</b> 

<sup>2</sup> Nom et signature

<sup>3</sup> Nom et signature



--	--

## 2 Analyse de l'intervention<sup>4</sup>

### 2.1 Contexte

#### 2.1.1 Contexte général

L'année 2012 constitue un tournant important pour le sous-programme PEPAM-BA. Elle a, en effet, été marquée par de profonds changements tant au plan de son organisation que de son fonctionnement:

- Elections présidentielles marquées par une alternance de pouvoir;
- Changement ministériel avec regroupement des sous-secteurs de l'Hydraulique et de l'Assainissement;
- Réorganisation de la CCA depuis le 31 mars 2012:
  - o Fermeture de l'antenne CCA de Kaolack ;
  - o CCA allégée (un Responsable national, une Co-responsable, une Comptable Principale, une Secrétaire et deux chauffeurs);
  - o Backstopping du PEPAM-BA avec appui technique et financier de deux consultants (un national et un international);
- Revue du système d'appui des agences d'exécution (31.03.2012) ;
- Evaluation finale du PEPAM-BA ;
- Inscription du PEPAM-BA parmi les projets prioritaires lors du Conseil Interministériel délocalisé à Kaolack (mi-juin 2012);
- Dénonciation de la modalité de l'Exécution Nationale et son remplacement par la cogestion (17 juillet 2012);

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

**Ancrage institutionnel:** très approprié

Le projet est ancré au niveau du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement conformément à l'arrêté de création du PEPAM-BA (29.05.2008). Cet ancrage est d'autant plus approprié aujourd'hui que les deux sous-secteurs de l'hydraulique et de l'assainissement sont regroupés dans un même département, ce qui constitue un atout majeur pour l'intervention.

La SMCL présidée par le Secrétaire-Général du Ministère, donne des orientations stratégiques pour une mise en œuvre efficiente du projet.

Cependant, force est de constater, que la SMCL est très souvent sollicitée pour des questions opérationnelles. D'où la nécessité de réfléchir à d'autres mécanismes de concertation préalables à la SMCL.

**Les forces actuelles:**

- Engagement des hautes autorités aux côtés du PEPAM-BA pour l'atteinte des résultats;
- Fluidité de l'information sur le programme au niveau central.
- Meilleure collaboration entre les différents acteurs du projet (agences d'exécution, UC PEPAM, CCA, CTB...);

**Les faiblesses:**

- Faible synergie avec d'autres programmes du secteur;

---

<sup>4</sup> Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Modalité d'exécution	Montant Avant 17.07.2012	Montant après le 17.07.2012
Exécution nationale	8.105.300 €	0
Cogestion	1.524.305 €	9.553.598 €
Régie	1.441.395 €	1.664.158 €
	11.217.756 €	11.217.756 €

#### A voir avec NGOM

##### Modalité de l'exécution nationale: pas approprié

Le schéma, retenu jusqu'en juin 2012, devait permettre l'exécution de 70% du budget par les agences d'exécution du ministère de l'hydraulique et de l'assainissement et leurs services déconcentrés. En terme de mise en œuvre, le projet a connu un retard important. En fin mars 2012, à la date de clôture initialement prévue, le taux d'exécution physique des travaux était de 20% (2009-2012).

Le passage de la modalité de l'exécution nationale à la cogestion, a permis de porter le taux d'exécution physique du projet à 75% en fin décembre 2012.

Ce constat montre que la modalité n'était pas très efficace pour la mise en œuvre des activités sur le terrain. Pour plusieurs raisons dont entre autres:

- Absence d'un contrôle externe des dépenses
- Gestion non efficiente des contrats de travaux et de prestations

Ces constats, combinés à ceux faits par le cabinet Deloitte (audit financier en septembre 2011), ont conduit la CTB à dénoncer l'exécution nationale comme modalité de mise en œuvre. Les ordonnateurs ont retenu de gérer l'ensemble des activités en cogestion à partir de juillet 2012, décision qui a été actée par la SMCL.

##### Modalité de la cogestion : approprié

Jusqu'en juin 2012, seules les activités de la Cellule de Coordination et d'Appui (CCA) étaient exécutées sous la modalité de la Cogestion, à savoir: l'appui technique et méthodologique aux agences d'exécution ainsi que l'ingénierie sociale (sensibilisation, formations, IEC...).

Depuis la dénonciation de la modalité de l'exécution nationale, toutes les autres activités relatives aux marchés publics lancés par les différentes agences d'exécution (DH, DEM, DA) et à leur suivi sont régies par la Cogestion.

Leur taux d'exécution moyen est de 85 % à la date du 31.12.2012.

L'articulation entre la modalité de l'exécution nationale (« hard ») et la cogestion (« soft ») n'a pas été probante aussi bien pour l'eau potable que pour l'assainissement:

##### **Faiblesses :**

- Travail de sensibilisation insuffisant sur les 13 sites d'eau potable et les 12 sites d'extensions de réseaux.

- Les campagnes de sensibilisation LF et les modules de formation en HAMS ont pâti des retards des infrastructures d'assainissement.

Modalité de la régie: approprié

Une partie des investissements, les audits, les évaluations et l'Assistance Technique sont pris en charge en régie. En outre, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2012, un binôme de consultants assure le suivi technique adéquat, également géré en régie.

### 2.1.4 Contexte HARMO

Le PEPAM, défini comme cadre stratégique pour l'atteinte des OMD eau et assainissement, est l'outil principal de programmation et d'harmonisation au Sénégal. Toute initiative doit s'inscrire dans le Cadre Unifié des Interventions (CUI) qui regroupe un ensemble de règles communes, applicables à tous les acteurs pour assurer la cohérence et la synergie des initiatives. Le CUI constitue un cadre de référence, permettant une bonne coordination et un échange d'expériences entre partenaires.

Avec l'appui du PEPAM et de WSP, une réflexion a été lancée sur une stratégie/approche commune en matière d'assainissement familial et public, en milieu rural. Le PEPAM-BA y a contribué notamment avec l'étude sur les options technologiques, réalisée par EDE.

JICA, BAD, UE et autres partenaires au développement intervenant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement en milieu rural ont sollicité à plusieurs reprises le sous-programme pour le partage des expériences « réussies » en ingénierie sociale: mobilisations sociales, genre, etc.

Ces mêmes partenaires ont créé un cadre de concertation sectorielle. Ils y abordent les questions d'harmonisation, d'alignement des politiques en matière d'eau et d'assainissement. La présidence de ce cadre était assurée en 2012 par la CTB pour le milieu rural.

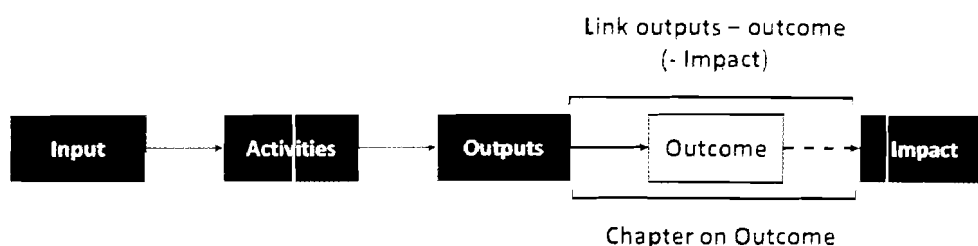
Le PEPAM-BA, est en phase avec le CUI en termes d'harmonisation. Cependant, il faut noter qu'en termes d'alignement, chaque PTF utilise ses propres modalités d'exécution et l'interprète à sa manière.

En ce qui concerne les synergies avec les autres interventions de la CTB au Sénégal, on note:

- La complémentarité et l'appui technique au PEPAM-AQUA

- Partage d'un stand avec PEPAM AQUA et BARVAFOR lors du « Forum de Haut Niveau Eau et Assainissement pour tous » organisé par EAA (Eau et Assainissement pour l'Afrique).

## 2.2 Outcome



## 2.2.1 Analyse des progrès réalisés

**Outcome<sup>5</sup>: Assurer l'accès durable à l'eau potable, à l'assainissement et à des conditions d'hygiène améliorées pour les populations rurales des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack**

Indicateurs <sup>6</sup>	Valeur de la Base <sup>7</sup> 2008	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Prévision année 2012	Cible finale 2013	Commentaires <sup>8</sup>
Taux d'accès à l'eau potable	Sénégal 75,5% BA 77,5%	Sénégal +2% (77,5%) BA +6,0% (83,5%)	Sénégal +2,6% (80,1%) BA +3,3% (86,8%)	Sénégal 77,1%		Les OMD préconisent un taux d'accès global de 82% en 2015. Il était prévu pour fin 2012 un taux global d'accès de 77,1%. Hors, fin 2011, ce taux d'accès est déjà dépassé puisqu'il a atteint un niveau de 80,1%. Dans le Bassin Arachidier, le taux est plus favorable encore, avec une valeur de 86,8%.
Taux d'accès à l'assainissement	Sénégal 27,5%	Sénégal +2,1% (29,6%) BA (31,0%)	Sénégal +4,7% (34,3%)	Sénégal 52,9%		Les OMD préconisent un taux d'accès global de 75% en 2015. Fin 2011, le taux d'accès est de 34,3% : il y a peu de chance d'atteindre les objectifs fixés pour 2015

### Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome:

Le secteur de l'hydraulique est en passe d'atteindre les objectifs du millénaire. Tandis que l'assainissement progresse beaucoup plus lentement.

<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	<p><b>Hydraulique:</b> Les infrastructures d'eau potable du PEPAM-BA ne sont pas encore fonctionnelles et donc pour 2012 le programme n'a pas contribué à l'atteinte de l'outcome. Néanmoins, les travaux sont à un stade très avancé et seront réceptionnés en 2013.</p> <p><b>Assainissement:</b> Le PEPAM-BA a contribué à l'atteinte de l'outcome durant l'année 2012 à hauteur de 3% (EDP) et 0,2% (LF). Travaux en cours pour les LF, objectif: 1%.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p><b>Hydraulique:</b> Les travaux en cours du PEPAM-BA permettront d'approvisionner 100.000 personnes en eau potable, soit 4,3% de l'objectif du PEPAM, en termes de population à desservir. Il est à noter que dans le DTF, il était prévu d'approvisionner 60.000 personnes, soit un dépassement de 67% de l'indicateur de base.</p> <p><b>Assainissement:</b> Avec la construction des 100 édicules publics, l'indicateur de base a été atteint. Pour les latrines familiales, 594 ouvrages sont déjà réalisés sur un objectif de 3000, soit 20% de l'indicateur de base. Pour les ouvrages restants, les procédures sont en cours pour un démarrage imminent des travaux.</p>
<i>Résultats inattendus :</i>	<p><b>Hydraulique:</b> - Dépassement de la cible eau potable de 67%</p>

<sup>5</sup> Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

<sup>6</sup> Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

<sup>7</sup> La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

<sup>8</sup> Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « Base<sup>7</sup> » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

## 2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque		Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Non-réalisation de deux forages (Keur Baka Diaw et Darou Salam).	Septembre 2012		Faible	Elevé	B					
Non-achèvement des travaux d'extensions des réseaux du lot 1 de la DEM (EBIS) dans les délais.	Septembre 2012		Elevée	Moyen	C	Lettre de mise en demeure	DEM	31/01/13	Réunion tenue entre la DEM, l'entreprise et le contrôle.	Exécuté
						Décompte général définitif	DEM	31/01/13	Envoi lettre mise en demeure Attachement contradictoire et facture finale	A faire A faire
Retard dans la fourniture et l'installation des équipements d'exhaure.	Novembre 2012		Moyenne	Elevé	C	Lettre de mise en demeure	DH	31/01/13	Pas de début d'exécution	A faire
Non-appropriation des outils mis à disposition des ASUFOR pour une exploitation correcte des systèmes.	Septembre 2012		Faible	Elevé	B					
Non-appropriation des PLHA par les collectivités bénéficiaires.	Novembre 2012		Elevée	Elevé	D	Organiser des séances d'information par CR	CCA	31/03/13		A faire
						Valider les PLHA par les CR concernées		30/06/13		A faire
Retard dans l'exécution des marchés LF	Décembre 2012		Moyenne	Elevé	C	Lancer les marchés localement	DA, SRA	28/02/13	DAO en cours de préparation	A faire
						Exécuter les travaux		31/07/13		A faire
Refus de réception de certains EDP	Décembre 2012		Faible	Faible	A					

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

### 2.2.3 Impact potentiel

L'objectif spécifique du PEPAM-BA est en phase avec les objectifs sectoriels, notamment les objectifs du millénaire.

Malgré les retards enregistrés dans les travaux d'infrastructures, le PEPAM-BA a connu un bond significatif en 2012.

En effet, le suivi des travaux sur le terrain par les consultants a permis au PEPAM-BA de porter son taux d'exécution physique de 20% en fin mars 2012 à 75% au 31 décembre 2012.

Les ouvrages d'assainissement sont pour la plupart réceptionnés et fonctionnels. Quant aux systèmes d'eau dont certains sont presque terminés, il reste à mettre en place les équipements d'exhaure qui étaient attendus depuis la mi-novembre 2012. Les travaux d'extensions de réseaux sont terminés pour 6 sites qui attendent d'être réceptionnés. Treize (13) nouvelles ASUFOR ont été créées et deux (2) redynamisées. La formation des conducteurs interviendra incessamment.

A la faveur de la prolongation de la convention spécifique de douze mois, toutes les activités du PEPAM-BA seront terminées et l'objectif spécifique de l'intervention sera atteint.

### 2.2.4 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?</b>	
<input type="checkbox"/>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>	
<input type="checkbox"/>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.



**2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

**2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?**

- |                                     |          |  |
|-------------------------------------|----------|--|
| <input type="checkbox"/>            |          | Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.  |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>B</b> | La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible. |
| <input type="checkbox"/>            |          | La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.                                      |
| <input type="checkbox"/>            |          | La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.                             |

**2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?**

- |                                     |          |  |
|-------------------------------------|----------|--|
| <input type="checkbox"/>            |          | Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.   |
| <input type="checkbox"/>            | <b>B</b> | Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.   |
| <input checked="" type="checkbox"/> |          | Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.   |
| <input type="checkbox"/>            |          | La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps. |

**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

- |                                     |          |   |
|-------------------------------------|----------|---|
| <input type="checkbox"/>            |          | La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.  |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>B</b> | L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.   |
| <input type="checkbox"/>            |          | L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome. |
| <input type="checkbox"/>            |          | Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.   |

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?**

- |                                     |          |   |
|-------------------------------------|----------|---|
| <input type="checkbox"/>            |          | Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.  |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>B</b> | Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.   |
| <input type="checkbox"/>            |          | Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome. |

<input type="checkbox"/>		Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.
--------------------------	--	--

**3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

**3.1 Durabilité financière/économique ?**

<input type="checkbox"/>		La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>		Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>		La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

<input type="checkbox"/>		La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>		Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>		Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?**

<input checked="" type="checkbox"/>		Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>		La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>		Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.

**4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?**

<input type="checkbox"/>		Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>		Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.

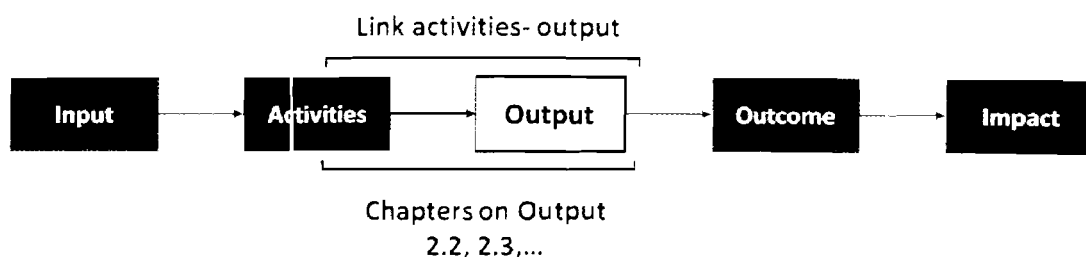


Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

<b>Critères</b>	<b>Note</b>
<b>Pertinence</b>	B
<b>Efficacité</b>	A
<b>Durabilité</b>	B
<b>Efficienc</b>	B

## 2.3 Output 1<sup>9</sup>

Évaluer la probabilité de l'atteinte de l'output en question et la dynamique entourant l'évolution de cet output.



### 2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1: L'accès à l'eau potable est assuré durablement pour 60.000 personnes supplémentaires dans les 4 régions d'intervention						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2008	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible finale 2013	Commentaires
IOV1-R1 Le nombre de personnes supplémentaires utilisant effectivement l'eau potable selon les normes en vigueur	60.000	0	0	0	100.000	Bien que les travaux soient très avancés, aucun site n'est encore fonctionnel tant sur les ouvrages neufs de DH que sur les extensions de réseau d'eau.
IOV2-R1 : Disponibilité du rapport validé sur la relation entre la consommation de fluor et la présence de fluoroses dans le Bassin Arachidier est connue selon les différents usages.	-	-	Rapport provisoire disponible	Rapport final disponible	Rapport final disponible	Objectif atteint.
IOV3-R1 : Disponibilité d'un rapport analytique sur le suivi des unités pilotes (vente, coût réel).						Activité transférée au PEPAM-AQUA

<sup>9</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>10</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Réaliser des études pour les ouvrages nouveaux, les extensions ou réhabilitations de réseaux d'eau selon les priorités retenues dans les planifications locales des CR		X			
2 Réaliser 12 nouveaux ouvrages, renforcer 4 systèmes d'AEP et réhabiliter 12 ouvrages existants par des entreprises spécialisées				X	Des retards importants enregistrés pour l'exécution des travaux.
3 Faire contrôler les travaux par des bureaux d'études sous la supervision des Divisions Régionales de l'Hydraulique et des deux points focaux		X			
4 Réaliser une étude épidémiologique de l'impact du fluor dans les régions.	X				
5 Suivre les unités pilotes réalisées par le PARPEBA					Activité transférée au PEPAM-AQUA.
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :</b> Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :</i>	Les activités telles que prévues contribuent toujours à l'accomplissement de l'output.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Cette année, des progrès significatifs ont été notés dans le suivi des travaux sur le terrain. Partie de 40% en début d'année 2012, l'exécution des travaux d'AEP a atteint 80% en fin décembre. Le rapport sur l'étude épidémiologique de l'impact du fluor dans les régions Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaolack a été validé et ventilé à tous les destinataires.				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Retard considérable noté sur les travaux de forages. Des échecs à répétition sont constatés sur les travaux de deux forages au point que le marché est en cours de résiliation (lot 2). Un appel d'offres sera lancé pour la réalisation des deux forages restants.</p> <p>Les équipements d'exhaure des forages attendus depuis mi-novembre 2012 ne sont toujours pas disponibles.</p> <p>Des lourdeurs sont aussi notées dans la réalisation des travaux du lot 1 des extensions de réseaux (DEM), ainsi que les lot 1s et 3 du génie civil (DH).</p>				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	L'objectif de desservir 60.000 personnes supplémentaires sera atteint et dépassé. Au moins 100.000 personnes supplémentaires seront desservies.				

<sup>10</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

### 2.3.2 Exécution budgétaire

Joindre, en annexe, le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » contenant les données jusqu'au 31/12/2012 inclus et référer ici à l'annexe. Commenter succinctement ce rapport financier.

#### Cogestion

Budget total	Dépenses en date du 31.12.12	Solde	Taux de décaissement total
70.000	67.395,42	2.604,58	96,28

#### Exécution nationale

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total

### 2.3.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacit	B
Durabilit	B

## 2.4 Output 2

### 2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2: L'accès durable à l'assainissement est assuré pour 30.000 personnes supplémentaires en milieu familial et pour 10.000 personnes au niveau communautaire						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2008	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible finale 2013	Commentaires
IOV1-R2 Le nombre de personnes supplémentaires disposant dans leur ménage d'une latrine familiale	30.000 personnes	240 personnes	0	3.440 personnes	27.340 personnes	- 24 LF test en 2010 - 80 LF témoins dans 28 ASUFOR en 2012 - 144 LF à Kathiotte et 120 LF à Ndongol ont été construites et réceptionnées en 2012. - 214 LF à Kaolack et 116 à Fatick sont construites, mais non encore réceptionnées.
IOV2-R2 Le nombre de personnes supplémentaires utilisant les édicules publics	10.000 personnes	0	0	8.800 personnes	1.200 personnes	Les 100 EDP sont construits dans les 4 régions: seuls 12 EDP à Fatick ne sont pas encore réceptionnés.

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>11</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Construire 100 édicules avec séparation homme-femme dans les institutions et lieux publics selon les priorités des PLHA				X	On observe fin 2012 un taux d'exécution physique de 100%, bien que les travaux aient accusés énormément de retard. Sur les 175 blocs visités dans les régions de Diourbel, Kaffrine et Kaolack, 94 ont été réceptionnés sans réserves (54%); 74 réceptionnés avec réserves (42%); et 7 blocs dont la réception est refusée (4%).
2 Former au moins 60 relais communautaires d'hygiène pour la sensibilisation à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement (nouvelles ASUFOR).					Activité annulée dans la mesure où les ASUFOR ont été finalement créées fin 2012.
3 Faciliter à travers les ASUFOR ciblées la construction de dispositifs d'assainissement de base au niveau familial.		X			
4 Mettre en œuvre une stratégie de communication en eau, hygiène et assainissement	X				
5 Adapter et vulgariser la méthodologie HAMS		X			
6 Mettre en place un fonds d'appui à l'assainissement familial pour construire 3.000 latrines		X			
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Les activités telles que prévues permettent d'atteindre l'output.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Sur les 100 EDP prévus (soit 200 blocs à construire), 88 ont été réceptionnés (malgré quelques réserves), ce qui a permis à 8.800 élèves et enseignants d'avoir accès à l'assainissement.</p> <p>Sur les 3.000 LF prévues, 594 LF sont construites. La réception de 264 LF a permis à autant de familles d'avoir accès à l'assainissement familial (2.640 personnes). 330 LF seront réceptionnées en janvier 2013.</p> <p>Les marchés pour 930LF sont lancés, ce qui permettra d'atteindre sous peu plus de 1500 LF, soit la moitié de notre objectif de base.</p> <p>En plus de l'objectif de 3.000 latrines, 104 ont été réalisées comme latrines témoin au sein des ASUFOR.</p> <p><b>Durabilité:</b> La sensibilisation au sein des ASUFOR bénéficiant des LF est assurée par les relais formés dans le cadre du programme. Le Service Régional de l'Assainissement est chargé de la supervision et de la poursuite des activités de sensibilisation.</p>				

<sup>11</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



	<p>7 modules de formation HAMS ont été organisés pour plus de 120 enseignants et directeurs du primaire des 4 régions, avec l'appui d'un expert du CREPA. Des outils SARAR PHAST, adaptés au milieu scolaire, ont été conçus.</p> <p>Un concours 'école propre' a été organisé et a récompensé 17 écoles pour l'aménagement et l'entretien de leurs sites.</p> <p>Plus d'une dizaine d'émissions radio ont appuyé la sensibilisation au sein des ASUFOR et ont permis de communiquer sur le HAMS.</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Les malfaçons constatées dans la construction des EDP (audit, missions conjointes CTB, DDI, DA et CCA), ainsi que les contreperformances des entreprises, ont retardé considérablement les réceptions provisoires des ouvrages. Ce qui explique que les formations HAMS n'ont pas eu le même impact dans toutes les régions (plus d'effets à Diourbel que dans les autres régions).
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<p>- Les 104 LF supplémentaires construites dans les ASUFOR</p> <p>- La SMCL du 29 novembre 2012 a acté un reliquat financier prévisionnel de 843.998 euros, permettant ainsi la réalisation de 930 LF dont les marchés étaient déjà attribués et auxquelles s'ajouteront 1.476 autres LF. Ce qui permettra d'atteindre l'objectif de 3.000 LF et 30.000 bénéficiaires, et même de le dépasser.</p>

## 2.4.2 Exécution budgétaire

### Cogestion

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
202.500	137.132,16	65.367	67,72

Note : Il s'agit du budget total modifié en date du 14.12.12 qui laisse une disponibilité de de 65.367 euros. Dans ce montant est inclus le marché des portes métalliques, attribué mais pas encore exécuté ainsi que la DRP panneaux signalétiques des forages, lancée mais non encore attribuée.

Le taux d'exécution précédant cette date était de 73,14%

### Exécution nationale

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total

## 2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	C
Efficacité	B
Durabilité	B

## 2.5 Output 3<sup>12</sup>

### 2.4.4 Analyse des progrès réalisés

Output 3: 83 ASUFOR ciblées dans les 4 régions d'intervention sont mobilisées, organisées et formées pour une gestion durable, efficace et équitable de leurs ouvrages d'AEPA						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2008	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible finale 2013	Commentaires
IOV1-R3 Le nombre de postes clé dans les bureaux des ASUFOR occupé par des femmes		FK: 26% DL: 21% KF: 24% KL: 29%	FK: 31% DL: 35% KF: 38% KL: 33%	<b>31,75%</b> FK:32% DL: 20% KF: 40% KL : 35%	Au moins 1 sur 3 dans chaque ASUFOR	
OV2-R3 Le pourcentage des ASUFOR appliquant les règles de gestion	?	DL: 48% KL: 25% KF: 30% FK: 73%		<b>63,75% :</b> FK: 97% DL: 60% KF: 50% KL : 48%	<b>90%</b>	
IOV3-R3 Le pourcentage des ASUFOR adhérent au dispositif d'accompagnement	0	0	0	0	60%	L'étude relative au dispositif et sa mise en place ont été annulées.
IOV4-R3 Le pourcentage des ASUFOR adhérent aux fédérations régionales		<b>29%:</b> DL: 55% KL: 00% KF: 00% FK: 60%	<b>84%:</b> FK: 100% DL: 53% KF: 86% KL: 100%	<b>89,75% :</b> FK: 96 % DL : 63% KF:100% KL:100%	<b>90%</b>	Cible (quasi) atteinte

<sup>12</sup> Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>13</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Appuyer les services déconcentrés dans la formation/sensibilisation des ASUFOR	X				
2 Mettre en place ou renforcer 28 ASUFOR dans les régions concernées				X	13 ASUFOR liées aux nouveaux forages sont créés.
3 Accompagner l'ensemble des ASUFOR dans les régions concernées	X				Les ASUFOR accompagnées sont différentes de celles créées dans le cadre du PEPAM-BA.
4 Appuyer les fédérations régionales et l'Union interrégionale des ASUFOR du Bassin Arachidier		X			
5 Etudier un dispositif d'accompagnement des ASUFOR					Etude abandonnée. Nécessité de reconsidérer cette activité sur la prochaine intervention.
6 Mettre en place le dispositif d'accompagnement des ASUFOR					Activité non réalisée (cf. point ci-dessus).
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	13 nouvelles ASUFOR ont été créées et organisées en août 2012 pour la gestion des nouveaux forages.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	183 ASUFOR ont participé au programme de formation en management associatif et gestion comptable en 2011 et durant le premier trimestre de 2012, y inclus, un module sur la place des femmes dans les instances des ASUFOR. Soit 91 de plus que prévues dans l'output. Des conducteurs de forage (170) de ces mêmes ASUFOR ont également été formés. Ces formations contribuent à la pérennisation des ouvrages d'eau potable. Les fédérations créées 2011, ont un taux d'adhésion de 90% (cible 2013) soit 6% de plus que l'année dernière.				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>- Les ASUFOR n'ont été créées dans le cadre du PEPAM BA qu'en août 2012, selon la modalité de l'exécution nationale, avec beaucoup de retard. A la demande des agents de la DEM, un programme de renforcement de capacités des bureaux des ASUFOR et conducteurs de forages a été développé (dont celles du Parpeba) en 2011 et Q1 2012.</p> <p>- Un suivi «d'impact» de ces formations a été effectué durant le premier trimestre 2012 par le CESAO. Plusieurs constats:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Manque d'appropriation des outils de gestion étant donné le faible niveau d'alphabétisation des membres du Bureau.</li> <li>2) Reconduction des mêmes personnes lors de renouvellement des Bureaux au sein des ASUFOR.</li> <li>3) Non-fonctionnalité de la commission de contrôle.</li> <li>4) L'accompagnement des ASUFOR est une activité régalienne des services déconcentrés de la DEM. Dans la pratique, force est de constater que cet appui reste problématique.</li> </ol>				

<sup>13</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

	<p>5) Si, en 2012, le taux d'adhésion des ASUFOR aux fédérations reste important (90%), on note cependant leur difficulté à déployer des activités et à défendre leurs préoccupations générales.</p> <p>- Si 13 nouvelles ASUFOR sont mises en place, aucun système de suivi n'est encore prévu pour leur accompagnement en 2013, lorsque l'exploitation sera effective. Des pistes de réflexion sont en cours avec la DEM.</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Retard dans la mise en place des 13 ASUFOR et risque de non-appropriation des outils mis à disposition, d'où la nécessité de réfléchir à une stratégie de suivi pour une exploitation durable des ouvrages.

## 2.4.5 Exécution budgétaire

### Cogestion

Budget total	Dépenses au 31.12.2012	Solde	Taux de décaissement total
149.000	118.220,91	30.779,9	79,34%

Note : Il s'agit du budget total modifié en date du 14.12.12 qui laisse une disponibilité de 30.779,9 euros pour le suivi des ASUFOR et la formation des conducteurs de forages. Le taux d'exécution avant cette date était de 101,04%.

### Exécution nationale

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total

## 2.4.6 Critères de qualité

Critères	Note
<b>Efficience</b>	C
<b>Efficacité</b>	B
<b>Durabilité</b>	B

## 2.5 Output 4

### 2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4: Les communautés rurales ciblées s'approprient leurs rôles et responsabilités en matière de planification et de régulation locale.								
Indicateurs	Valeur Baseline 2008	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible finale 2013	Commentaires		
IOV1-R4 Le pourcentage des nouveaux ouvrages issus des PLHA	90%	0	0	Hyd: 63% Ass: 50%	56,5%/90%	63 % des ouvrages hydrauliques et 50 % des ouvrages d'assainissement sont construits sur base des 15 PLHA élaborés sur le fonds d'Etudes et d'Expertise Belgo-sénégalais.		
IOV2-R4 Le nombre de CR ayant un cadre de concertation eau et assainissement	12	0	0	0	0/12	Des cadres de concertation entre les secteurs de la santé, de l'enseignement et de l'eau et l'assainissement étaient prévus dans les sites ciblés pour la construction des latrines familiales. Celles-ci n'étant pas construites dans les délais, les cadres de concertation n'ont pas vu le jour.		
IOV3-R4 Le nombre de PLHA réactualisé	15 en 2009 pour la partie assainissement	0	0	15 en cours	15 (Eau/ Assainissement)	2 ateliers de formation sur la réactualisation des PLHA ont été organisés pour les 4 régions en 2012. La récolte des données est en cours. Les PLHA réactualisés sont attendus en Q1 2013 et validés par les CR en Q2.		
État d'avancement des principales activités <sup>14</sup>				État d'avancement :		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)		
				A	B		C	D
1 Accompagner les CR dans l'appropriation, l'actualisation et la valorisation des PLHA						X		Un retard important a été noté dans le déroulement de l'activité.
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>								
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>		Les activités contribuent à l'atteinte de l'output : le choix des sites tant pour la construction des ouvrages hydrauliques que pour ceux de l'assainissement ont été choisi sur base des 15 PLHA avec les PCR et l'ensemble des acteurs clés des communautés rurales concernées. Quant à la réactualisation des PLHA, les CR sont au cœur du dispositif (récolte des données, ateliers d'appropriation et de validation).						
<i>Progrès réalisés par rapport à</i>		- Deux ateliers de partage ont permis aux différents acteurs de s'approprier les						

<sup>14</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<i>l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>principes clés d'un PLHA (approche participative, gage de son appropriation par les populations, l'articulation et l'intégration au PLD, le partage de l'information avec les secteurs concernés...).</p> <p>Ont participé à ces ateliers, la totalité des acteurs clés d'une CR: PCR, ASCOM, services déconcentrés de l'eau et de l'assainissement, ARD, services d'hygiène, de la statistique, de la planification...</p> <p>- Un plan d'action par région pour la récolte des informations a été élaboré avec l'ensemble des parties prenantes.</p> <p>- Un guide pour l'élaboration d'un PLHA a été élaboré.</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>- Les sites proposés pour la construction d'édicules publics dans les 15 PLHA concernaient les marchés, mosquées, postes de santé et écoles. Notre cible prioritaire étant les établissements scolaires, nous avons choisi, en plus des sites proposés dans les PLHA et en concertation avec les PCR et directeurs d'écoles, d'autres sites dans ces mêmes Communautés Rurales.</p> <p>- Difficulté d'organiser la collecte des données pour la réactualisation des PLHA</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

## 2.5.2 Exécution budgétaire

### Cogestion

Budget total	Dépenses au 31.12.2012	Solde	Taux de décaissement total
58.500	24.035	34.464,08	41,09%

## 2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacit	C
Durabilit	B

## 2.6 Output 5

### 2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 5: Les mécanismes et compétences pour la réalisation du PEPAM sont renforcés						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2008	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible finale 2013	Commentaires
IOV1-R5 Le nombre de services déconcentrés qui élaborent les rapports périodiques dans les délais	0	5	0		3 services - 4 SRA - 4 BPF - 4 DRH	Seuls des rapports des SRA sur les EDP et les LF sont disponibles en 2012 (pour valider les missions de backstopping pour les réceptions provisoires)
IOV2-R5 La planification des activités est respectée	0	50%		0	100%	Les planifications ne sont pas soumises à la CCA
IOV3-R5 Le nombre de mises à jour des bases de données d'inventaire et de suivi des nappes (2/an)	2/an	2 en 2010	4 en 2011	0	6 en 2013	Aucune mise à jour en 2012

État d'avancement des <u>principales activités</u> <sup>15</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Responsabiliser les services déconcentrés dans la mise en œuvre du programme			X		Le sous-programme a responsabilisé les acteurs concernés et a mis en place les moyens logistiques et informatiques pour le suivi des activités (BPF, DRH, SRA des différentes régions). Malheureusement, aucun résultat tangible n'a été noté. Ainsi à l'expiration du délai initial, le même mode de fonctionnement n'a pas été reconduit.
2 Equiper en moyens logistiques et bureautiques les services déconcentrés	X				
3 Renforcer les capacités du personnel des structures déconcentrées		X			
4 Renforcer les agences d'exécution du PEPAM-BA sur les aspects du CUI et sur la déconcentration.		X			
5 Renforcer le système de collecte, de traitement et de valorisation des données sur la ressource d'eau et son utilisation	X				
6 Faciliter l'animation de plateformes de concertation sur l'eau et l'assainissement dans les régions concernées				X	Les plateformes n'ont pu être mises en place.
7 Capitaliser et disséminer les expériences				X	L'activité n'est pas encore réalisée.

**Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :** Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).

<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Les activités telles que décrites auraient dû concourir à l'accomplissement de l'output.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Des formations ont été dispensées pour les services déconcentrés. Un atelier de validation du rapport sur l'étude épidémiologique sur l'impact du Fluor a été organisé.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Les agences d'exécution ne sont pas totalement engagées dans la déconcentration. Toutes les activités relatives à la déconcentration n'ont pas été mises en place, malgré

<sup>15</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



	<p>les efforts consentis par le sous-programme pour responsabiliser les acteurs et leur offrir un cadre de travail fonctionnel.</p> <p>Au regard de l'expérience concluante (appui basé sur les résultats) menée avec les services déconcentrés de la DA dans la réalisation des LF, il y a nécessité de reconsidérer cette question dans les prochaines interventions.</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Des formations ont été reçues par les agents des différentes agences, cependant force est de constater que leur impact sur le déroulement des activités du projet est minime.

## 2.6.2 Exécution budgétaire

### Cogestion

Budget total	Dépenses au 31.12.2012	Solde	Taux de décaissement total
436.800	408.684,66	28.115,34	93,56%

## 2.6.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiency	C
Efficacité	C
Durabilité	B

## 3 Thèmes transversaux

*Expliquez comment l'intervention a tenu compte des thèmes transversaux.*

### 3.1 Genre

La thématique du genre n'a pas été prise en compte lors de l'identification du PEPAM-BA. Néanmoins un paragraphe dans le DTF insiste sur l'importance des femmes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi que l'opportunité de les impliquer davantage au niveau des ASUFOR.

- Formations: les capacités des partenaires techniques (SRA, BPF et DH), de l'équipe du projet, et de 20 relais ont été renforcées en genre, techniques de leadership et plaidoyer pour une meilleure intégration du *gender mainstreaming* dans le programme du PEPAM-BA.
- Prise en compte du genre au sein des ASUFOR: les textes juridiques régissant les ASUFOR préconisent une participation des femmes à hauteur de 30 % au sein des bureaux et de 50% au sein des Comités Directeurs. Lors des renouvellements des instances des ASUFOR, augmentation de femmes au sein des bureaux dans les 4 régions: 34% en 2011 et 31% en 2012. En 2012, les 13 ASUFOR, nouvellement créées, prennent en considération ces quotas.
- Elaboration d'une chartre: faisant suite à la journée internationale de la femme, le 8 mars 2011, une chartre a été rédigée et validée par l'ensemble des participants pour un meilleur respect des textes juridiques et une représentation équitable des femmes dans les instances de prise de décisions (ASUFOR et Conseils Ruraux). Cette Chartre devrait, en 2013, inciter les intervenants et décideurs clés dans les secteurs de l'eau et l'assainissement à s'engager à assurer un « gender mainstreaming ».

La dimension «genre» dans l'assainissement :

- Les édicules publics sont divisés en blocs pour garçons et filles.
- Les affiches promouvant l'entretien des ouvrages montrent que, aussi bien les garçons que les filles, sont responsables dans l'entretien de leurs blocs sanitaires respectifs.
- Tant dans les modules de formation des enseignant(e)s au HAMS déroulés en 2012, que dans le manuel et dans la réflexion sur les modèles d'organisation pour la gestion des édicules en milieu scolaire, la dimension « genre » a été prise en compte.

Le PEPAM-BA a toujours veillé à l'équité entre femmes et hommes dans la conception des supports de communication (sélection des photos pour les calendriers et images sur les affiches pour la promotion des latrines familiales).

### 3.2 Environnement

- Quant à l'environnement du milieu, il est pris en compte dans le cadre du PEPAM-BA :

- Par la formation des services déconcentrés et de 160 relais en SARAR PHAST (méthode de sensibilisation à l'eau, l'hygiène et l'assainissement). Une partie d'entre elles opèrent aujourd'hui des visites à domiciles, des séances de sensibilisation à l'hygiène publique et veillent à la salubrité des points d'eau.

- Par la formation des enseignants et des élèves à la méthode HAMS, appliquée dans 63 écoles primaires. Cette méthode insiste sur le respect de l'environnement dans les milieux scolaire et familial.
- Par la construction de 100 édicules publics et de plus de 3000 latrines familiales pour lutter ainsi contre la défécation à l'air libre

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Plan d'action

*Ce plan d'action est établi sur la base des décisions et recommandations des SMCL du des réunions hebdomadaires ont été tenues pour permettre leur exécution.*

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de l'action/la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère</i>	<i>Responsable de la prise de décision/action</i>	<i>Q1, Q2, Q3 ou Q4 2013</i>
Mise en demeure des deux entreprises de travaux de Génie civil de la DH pour l'achèvement de leurs travaux au 31 Mars 2013.	Output 1	SMCL	Q1
Suivre la procédure de passation de marché des travaux de deux forages	Output 1	CCA	Q1
Soumettre une lettre de rappel à la DH pour l'envoi d'une mise en demeure au groupement ERTHEG/ICTS pour l'installation des équipements d'exhaure dans 13 sites au plus tard dans la deuxième quinzaine du mois de janvier 2013 (contrat expiré depuis le 16 novembre 2012).	Output 1	CCA	Q1
Soumettre une lettre de rappel à la DEM pour l'envoi d'une mise en demeure à EBIS en vue de l'accélération de ses travaux d'extensions de réseau d'eau potable pour le 31 janvier 2013.	Output 1	CCA	Q1
Achèvement et réception des travaux des 1476 LF au 30 juin 2013 au plus	Output 2	SMCL	Q2
Suivre la fabrication et l'installation des portes métalliques des EDP	Output 2	CCA	Q1
Lancer les appels d'offres relatifs à la fourniture et l'installation des panneaux métalliques	Output 2	CCA	Q2
Soumettre dès réception à l'avis du Juriste de la CTB, les dossiers d'appels d'offres régionaux et/ou demandes de renseignements et de prix relatifs à la construction des 1.476 LF dans les régions de Fatick, Diourbel, Kafrine et Kaolack.	Output 2	CCA	Q1
Inciter les SRA à assurer un accompagnement adéquat dans la construction des LF et dans la sensibilisation des usagers, et veiller à l'effectivité de cet accompagnement - conformément aux modalités retenues en commun accord entre la DA et la CCA.	Output 2	CCA	Q3
Réceptionner les EDP restants de la région de Fatick et lever les réserves pour les sites déjà réceptionnés de Kaolack, Kafrine et Diourbel.	Output 2	DA	Q1
Elaboration d'une esquisse de plan d'action pour	Output 3	CCA	Q1

l'accompagnement de proximité des ASUFOR nouvellement créées, à partager et finaliser avec la DEM. Suivre la formation des conducteurs de forages.			
Finaliser les PLHA.	Output 4	CCA	Q2
Obtenir les délibérations de validation des PLHA par les Conseils Ruraux.	Output 4	CCA	Q3

## 4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Assortir l'appui institutionnel aux résultats à atteindre. Le sous-programme a responsabilisé et renforcé les compétences des agences d'exécution. Il a mis à disposition des moyens logistiques et informatiques pour le suivi des activités. Malheureusement, aucun résultat tangible n'a été noté.	- CTB - DH - DA - DEM - DRH/ BPF/ SRA des différentes régions
Le système de suivi (appui basé sur les résultats) appliqué pour les travaux de latrines familiales a été très efficace et a permis la réalisation des travaux dans des délais raisonnables.	- CTB - DA
Dissocier la partie stratégique de la partie opérationnelle pour le pilotage et le suivi dans le cadre des prochaines interventions.	- CTB - MHA

## 5 Annexes

### 5.1 Cadre logique d'origine

### 5.2 Cadre logique mis à jour

### 5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non enregistrée
Planning de l'EMP	EMP enregistrée dans PIT en date du 01.04.2011
Planning de l'évaluation finale	Non enregistrée
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	<ul style="list-style-type: none"><li>- Du 12 au 30 mars (rapport inclus)</li><li>- Du 6 avril au 10 mai (rapport inclus)</li><li>- Du 21 mai au 4 juin (rapport inclus)</li><li>- Du 13 juin au 9 juillet (rapport inclus)</li><li>- Du 17 juillet au 12 août (rapport inclus)</li><li>- Du 10 au 21 septembre (rapport inclus)</li><li>- Du 24 septembre au 2 novembre (rapport inclus)</li><li>- Du 8 au 30 novembre (rapport inclus)</li><li>- Du 10 au 31 décembre (rapport inclus)</li></ul>

### 5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

*Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel.)*

### 5.5 Ressources

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions doivent mentionner tout matériel disponible sur les effets de l'intervention sur les bénéficiaires. Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...). Indiquer également si du matériel audiovisuel, des études, des rapports de capitalisation ou des publications (scientifiques) mettant en évidence les effets de

l'intervention sur les bénéficiaires, ont été produits et sont disponibles.

## 5.6 Décisions prises par la SMCL et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par la SMCL et assurer le suivi de ces décisions.

Décision à prendre			Action				Suivi		
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut





